



**SNUDI
FO 34**

Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs,
Professeurs des écoles, PsyEN EDA, AESH,
Contractuels de l'Éducation Nationale

Le **SNUDI FO 34** se réjouit de ce rassemblement intersyndical des personnels des écoles, du 2nd degré et des parents d'élèves pour soutenir et défendre les revendications des AESH.

Les AESH, anciens AVS, c'est à dire ceux qui aident au quotidien les élèves en situation de handicap dans leur classe, de façon individuelle ou collective en Ulis, remplissent des missions précieuses pour l'accompagnement de leur scolarité. Pourtant, ils sont plongés dans la précarité permanente avec un salaire de 760€, un statut de contractuel, sans garantie de carrière, ni d'accès à une formation qualifiante. La mise en place des PIALs (pôles inclusifs d'accompagnement localisés) avec la loi Blanquer, c'est la mutualisation des accompagnements, donc moins d'heures par élèves et plus d'élèves par AESH ; c'est un outil pour servir de support à la restructuration des établissements médico-sociaux imposant davantage d'inclusion systématique au détriment des besoins des élèves. C'est une dégradation à la fois des conditions de travail des AESH et de la qualité de l'accompagnement de ces élèves. Car ces élèves ont particulièrement besoin de stabilité et de temps pour tirer profit d'une aide humaine, et réciproquement les AESH ont aussi besoin de stabilité et de temps pour comprendre les difficultés spécifiques de ces élèves, établir la confiance et construire une relation d'aide efficace en lien étroit avec les enseignants, les parents et les partenaires de soin. Les PIALs, c'est le saupoudrage organisé et des économies sur le dos des plus fragiles !

C'est inacceptable et cela n'a que trop duré !

Parce qu'ils exercent un vrai métier, qu'ils ne sont pas des sous-fifres, que leur situation nous concerne tous que l'on soit enseignant du 1er ou du 2nd degré, parent d'élève en situation de handicap ou pas, nous demandons en urgence la revalorisation de leur salaire, la création d'un statut de la Fonction Publique, une vraie formation professionnelle, un recrutement massif à la hauteur des besoins de tous les enfants notifiés et l'abandon des PIALs.

Il ne suffit pas de proclamer que l'inclusion scolaire soit une priorité du ministère, il faut donner les moyens humains et les adaptations nécessaires dont les AESH sont un élément mais pas le seul : certains enfants ont besoin de soins qui nécessitent des prises en charges pluridisciplinaires avec des structures spécialisées. Non, l'école ne peut pas s'y substituer systématiquement. L'école ne peut pas pallier au manque de places dans ces structures. L'école n'est pas un centre de soins. Il faut donc ouvrir des places et recruter des personnels dans les établissements spécialisés, au lieu d'en supprimer.

Nous venons de subir une nouvelle fermeture brutale et la mise en télé-enseignement pour tous les élèves, y compris ceux en Ulis, dont on sait depuis le 1er confinement les effets néfastes. La situation n'est plus tenable, les personnels ne supportent plus le manque de remplaçants, d'AESH, d'Atsem auquel ils doivent pallier sans cesse au quotidien.

Plus que jamais, notre école publique a besoin de recrutements massifs d'enseignants statutaires, des créations de classes nécessaires, et des mesures de protection efficaces pour permettre aux enseignants d'enseigner et aux élèves d'apprendre. Les personnels l'ont exprimé dans plusieurs rassemblements et grèves, le **SNUDI FO 34** continuera à être à leurs côtés et soutiendra leurs mobilisations.

Montpellier le 8 avril 2021